

4 avril 2019

(19-2140)

Page: 1/1

**Conseil du commerce des marchandises
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION IMMÉDIATE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
DES RÉSULTATS DES CONSULTATIONS MENÉES
AU TITRE DE L'ARTICLE 12:3**

COMMUNICATION CONJOINTE DE L'UNION EUROPÉENNE
ET DE LA TURQUIE

Certains produits en acier

La communication ci-après, datée du 3 avril 2019, est distribuée à la demande des délégations de l'Union européenne et de la Turquie.

Conformément à l'article 12:5 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, l'Union européenne et la Turquie notifient les résultats intérimaires des consultations menées au titre de l'article 12:3 de cet accord. Les documents G/SG/N/6/EU/1 (daté du 27 mars 2018), G/SG/N/6/EU/1/Suppl.1 (daté du 29 juin 2018), G/SG/N/7/EU/1-G/SG/N/11/EU/1 (daté du 18 juillet 2018), G/SG/N/8/EU/1-G/SG/N/10/EU/1-G/SG/N/11/EU/1/Suppl.1 (daté du 4 janvier 2019) G/SG/N/8/EU/1/Suppl.1-G/SG/N/10/EU/1/Suppl.1-G/SG/N/11/EU/1/Suppl.2 (daté du 7 février 2019) contiennent des notifications présentées par l'Union européenne au sujet des mesures prises au titre de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne certains produits en acier.

Le 11 janvier 2019, l'Union européenne et la Turquie ont mené des consultations en vue d'examiner les renseignements fournis dans les documents susmentionnés concernant la mesure de sauvegarde appliquée par l'Union européenne à certains produits en acier, d'échanger des vues au sujet de la mesure et de parvenir à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1 de l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, la Turquie a contesté la légalité des mesures et l'existence d'un accroissement dans l'absolu et formulé plusieurs demandes. L'Union européenne a souligné qu'elle avait pris ces mesures à la suite d'un accroissement des importations en termes absolus et indiqué qu'elle s'inscrivait en faux contre l'évaluation de la légalité de ces mesures faite par la Turquie.

Le 28 janvier 2019, la Turquie a soumis un calcul des effets défavorables et demandé en conséquence une compensation au titre de l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes. À l'issue des discussions à ce sujet tenues les 19 et 28 mars et le 2 avril 2019, l'Union européenne et la Turquie ont convenu d'un commun accord qu'il était nécessaire de poursuivre le processus de consultations.

En conséquence, l'Union européenne et la Turquie sont convenues de proroger jusqu'au 30 juin 2021 le délai de 90 jours prévu à l'article 8:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:3 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Cet accord préservera pleinement les droits et obligations réciproques de la Turquie et de l'Union européenne au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.
